



VILLE de RODEZ

ARRÊTÉ

Modification temporaire des conditions d'occupation du domaine public et de stationnement pour des travaux de terrassement pour logement collectif
17 avenue Louis Lacombe
Du 8 juillet 2024 au 31 décembre 2024

N° AG 2024-0905

Le Maire de la Ville de Rodez,

Vu le Code général des collectivités territoriales, ensemble les articles L. 2212-1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police du Maire et L. 2213-1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police en matière de circulation et de stationnement,

Vu le Code de la route,

Vu l'article R. 610-5 du Code pénal sanctionnant par une amende de première classe toute violation d'une interdiction ou le manquement aux obligations édictées par un arrêté de police,

Vu le Règlement général de la voirie de la Commune de Rodez,

Vu la demande formulée le 2 juillet et adressée à la Ville par l'entreprise Rey Massol BTP,

Vu l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, notamment son livre I, 1ère et 8^{ème} parties et les textes subséquents le modifiant et le complétant,

Considérant qu'il appartient au Maire d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques sur le territoire communal au moyen de mesures de police administrative, et qu'il y a lieu, pour ce faire, de modifier temporairement les dispositions réglementaires applicables à la voirie communale et prescrites par le Règlement de la Voirie,

Arrête

Article 1 – Du 8 juillet 2024, 8h00, au 31 décembre 2024, 17h30, 17 avenue Louis Lacombe, l'entreprise Rey Massol BTP est autorisée à occuper le domaine public afin d'effectuer des travaux de terrassement pour logement collectif.

Article 2 – Du 8 juillet 2024, 8h00, au 31 décembre 2024, 17h30, 17 avenue Louis Lacombe, l'entreprise Rey Massol BTP est autorisée à occuper 280 m² de domaine public afin de permettre d'une part l'évacuation des terres et d'autre part les livraisons du chantier (passage semi-remorque).

Le feu tricolore existant sera à déplacer hors emprise chantier, à la charge de la promotion. Pour ce faire, une tranchée provisoire sera réalisée depuis le feu existant jusqu'à sa nouvelle position.

Les places de stationnement au droit du chantier incluses dans le périmètre d'installation seront définitivement supprimées à l'issue des travaux.

Une déviation sera mise en place afin d'assurer la continuité des circulations piétonnes.

Article 3 - Il conviendra d'afficher une copie de l'arrêté sur les lieux des travaux.

L'entreprise Rey Massol BTP, responsable de cette intervention, est chargée de la mise en place de la signalisation temporaire conformément aux dispositions prévues par le Règlement de la Voirie Communale et conformément aux manuels du chef de chantier (éditions 2000 à 2003 du SETRA).

En cas de non-respect de celui-ci, l'autorisation pourra être retirée à tout moment.

L'entreprise Rey Massol BTP, devra s'assurer du respect de la libre circulation des véhicules de secours et incendie.

L'accès aux propriétés riveraines sera en tout état de cause maintenu.

Article 4 - Par ailleurs, l'autorisation d'occupation du domaine public est accordée sous réserve du respect de l'intégrité des sols, du mobilier urbain, des végétaux compris dans l'emprise de l'autorisation.

Les opérations de nettoyage consécutives à l'occupation du domaine public sont à la charge du pétitionnaire.

En cas d'anomalie, la Ville de Rodez se réserve le droit de facturer les opérations de remise en état ou de nettoyage nécessaires.

Article 5 - La présente décision est susceptible de recours administratif auprès de Monsieur Le Maire ou de recours contentieux devant le Tribunal administratif de Toulouse, directement par courrier ou par l'application informatique « Télérecours Citoyens » via le site internet www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision concernée.

Article 6 - Le Directeur Général des Services Communaux et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de l'Aveyron et à Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique.

Rodez, le 5 juillet 2024

Le Maire certifie exécutoire le présent arrêté
Transmis en Préfecture le 8 juillet 2024
Publié le 8 juillet 2024

Le Maire,
Pour le Maire,
L'Adjointe Déléguée,
Signé : Monique BULTEL-HERMENT
Acte dématérialisé

Accusé de réception en préfecture
012-211202023-20240705-ARAG20240905-AR
Reçu le 08/07/2024